

GRAND DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

DIAGNOSTIC

QUELLES SONT LES REUSITES DE NOTRE ECOLE ?

On peut affirmer que les résultats de notre école sont largement positifs.

1982 : 70% des français adultes n'ont, pour seul bagage, que le Certificat de fin d'études primaires ou moins. Seulement 16% d'entre eux possèdent le baccalauréat ou plus.

Aujourd'hui, 62% des élèves d'une même tranche d'âge obtiennent le baccalauréat.

Les résultats de réussites aux différents CAP et BEP sont supérieurs à ceux des autres pays industrialisés.

La MARTINIQUE possède un taux de réussite avoisinant les 71% au baccalauréat, des résultats supérieurs aux autres DOM TOM, et à la moyenne nationale.

L'école maternelle de notre pays est enviée de tous. Elle accueille 100% des 3 ans.

95% des élèves bouclent la totalité des classes du collège, alors qu'ils n'étaient que 75%, il y a 20 ans...

L'âge moyen de sortie des études est pratiquement de 19 ans, un âge qui situe notre nation dans la tranche supérieure des pays industrialisés.

QUE CACHENT CES CHIFFRES BRUTS ?

Au moins 10 difficultés à surmonter :

1 - Les résultats au baccalauréat stagnent depuis 10 ans, après un boom de 1980 à 1994.

La créations des bacs professionnels, le développement des bacs technologiques ont permis de maintenir les pourcentages de réussites à des taux élevés.

Les bacs généraux laissent apparaître des résultats en régression.

Même si les résultats martiniquais sont bons dans les filières générales, la performance des réussites est essentiellement due aux baccalauréats professionnels.

Malgré des moyens accrus, les résultats stagnent :

Doublement des moyens financiers depuis 25 ans (100 milliards d'euros).

Le rapport nombre d'élèves / enseignant est en baisse constante.

Le nombre d'élèves / classe diminue également. Même si les élèves d'aujourd'hui sont différents de ceux d'hier et que la grosse majorité de l'augmentation budgétaire est explicable par le vieillissement du corps enseignant,

on est toutefois en droit de s'interroger...

2 - La lutte contre l'illettrisme piétine :

Les tests réalisés lors des journées de préparation à la défense confirment les résultats des évaluations nationales d'entrée en sixième : environ 12% des personnes testées sont en difficulté face à la lecture, 6% sont en très grande difficulté.

3 - 15% de nos jeunes sortent de l'école sans qualification :

15% n'ont ni CAP, ni BEP, ni baccalauréat.

4 - Un enfant en échec au cycle 2 de l'école primaire est à coup sûr en danger d'illettrisme.

5 - La possibilité de réussir n'est pas la même suivant le collège dont vous êtes issus.

9% des collèges ont un recrutement d'élèves issus de milieux dits favorisés.
20% des collèges ont une majorité d'élèves issus de milieux très défavorisés.

6 - Le baccalauréat reste l'affaire des enfants de cadres supérieurs :

Même si les fils d'ouvriers sont passés de 20 à 45% de réussite au baccalauréat, la très grande majorité d'entre eux réussit un bac techno ou pro qui ne comporte que peu ou pas d'accès à l'enseignement supérieur. Moins de deux enfants d'ouvriers sur dix obtient un baccalauréat général.

7 - Le BEP est, pour beaucoup d'élèves, une impasse.

Seulement 50% des détenteurs d'un BEP passent un bac techno ou un bac pro.

8 - Les baccalauréats sont trop diversifiés, les filières sont déséquilibrées en nombre.

Par exemple, alors que certaines filières accèdent à de véritables emplois, 50% des candidats au baccalauréat professionnel se rencontrent dans la série STT. qui débouche sur peu d'emplois. Les places en IUT sont rares, ...

9 - Dans un pays où le diplôme est encore synonyme d'emploi, les moyens donnés à l'enseignement supérieur sont parmi les plus médiocres des pays industrialisés.

10 – Le personnel enseignant pourrait être mieux formé.

Un enseignant sur deux n'a pas reçu de formation initiale. On a trop recours à la précarité, il n'y a pas de véritable programmation des recrutements.

La formation continue, insuffisante, ne permet pas à un enseignant de faire face aux évolutions rapides de notre société.

En conclusion, je dirai que nous avons un système relativement performant mais qui peine actuellement.

GRAND DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE (21 et 22 novembre 2003)

Question N°1 :

Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Deux grands courants se sont dégagés sur ce thème :

Discussion, valorisation de l'école, mixité, développement de l'esprit critique, ciblage d'émissions télévisées, lecture semblent des pistes pour que l'Ecole de la république puissent renforcer ses valeurs.

Le fait de légiférer est une seconde piste proposée.

Au delà de contenus pédagogiques précis, un consensus se fait autour de la présence d'écrits (règlements intérieurs départementaux, règlements intérieurs d'établissements, par forcément une loi) afin d'aider l'Ecole républicaine à garder, voire renforcer sa position dans la nation.

Les avis sont unanimes sur le caractère non-ostentatoire que doivent présenter les opinions politiques et religieuses, tant chez les élèves que chez les enseignants.

Question N°12 :

Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

La totalité des prises de parole se focalisent sur la non implication financière des municipalités dans ce qui devrait rester pour elles, une priorité.

Le dialogue, les passerelles à jeter ou à renforcer entre parents et école font l'unanimité.

Beaucoup parlent de maximaliser l'information aux parents. Certains proposent même de formation aux parents (école des parents).

Les avis sont partagés quant à l'implication des intervenants extérieurs, sur le temps scolaire : si la journée continue était une réalité, le monde associatif pourrait avoir sa place, hors temps scolaire, comme dans les pays anglophones de la Caraïbe.

Question N°22 :

Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?

Enseigner est un métier qui expose fortement l'individu, nécessitant une implication très importante, n'autorisant aucune faiblesse.

La formation initiale doit être élargie tant dans sa durée que dans ses contenus : psychologie de l'enfant, sociologie peuvent aider l'enseignant à mener sa classe, autant qu'à apprendre à gérer des situations de relations, normales ou conflictuelles, au sein de l'école mais aussi avec le monde qui l'environne.

La formation continue doit être réalité, avec les moyens humains et financiers nécessaires.

L'unanimité se fait pour qu'elle s'effectue sur le temps de travail. Les avis sont partagés sur son caractère obligatoire, l'auto-formation intégrant la continuité de la formation.

L'évaluation des enseignants est à revoir dans son intégralité. La définition de certains postes d'enseignants également.

Trois priorités pour l'école

- 1. Pour que l'égalité et la gratuité soient réelles dans nos écoles, que chacun prenne ses responsabilités : collectivités locales, territoriales ou Etat, parents et enseignants.**
- 2. Des écrits doivent aider la laïcité à garder et à renforcer sa place dans l'école de la république.**
- 3. Mieux adapter la formation initiale, rendre la formation continue possible grâce à de réels moyens, revoir le mode d'évaluation des enseignants**